



Liste de sociétés prioritaires 2025

Guide de nos thèmes d'investissement
responsable et des sociétés visées par
nos dialogues de cette année

NEI

En tant qu'investisseurs responsables, notre objectif est d'accroître la valeur durable à long terme pour nos clients.

Nous croyons que l'une des manières les plus efficaces de poursuivre cet objectif est d'exercer nos droits en tant qu'actionnaires, en ayant recours à l'engagement auprès des sociétés et au vote par procuration pour faire valoir nos points de vue. Dans un esprit de collaboration, nous discutons avec les sociétés de la façon dont elles peuvent améliorer leur performance environnementale, sociale et de gouvernance pour atteindre la durabilité à long terme. C'est ce qu'on appelle la gérance.

L'International Corporate Governance Network l'explique ainsi :

« [...] la gérance des investisseurs facilite la promotion de normes élevées de gouvernance d'entreprise qui contribuent à la création d'une valeur durable, ce qui augmente le taux de rendement corrigé du risque à long terme des investisseurs et de leurs bénéficiaires ou clients. À l'échelle de l'investisseur, la gérance vise à préserver et à rehausser la valeur à long terme dans le cadre d'une approche d'investissement responsable. Il s'agit de placer au cœur du devoir fiduciaire les facteurs éthiques, environnementaux et sociaux, ainsi que la prise en compte des risques systémiques pertinents. » [traduction libre]

Ce que cette définition montre bien, c'est que les « risques systémiques pertinents » font partie intégrante du devoir fiduciaire. Lorsque l'objectif est de produire des rendements durables à long terme pour les investisseurs, les avantages de limiter les risques importants qui ne peuvent pas être atténués par la diversification deviennent évidents. On ne peut

pas prétendre faire notre devoir tant qu'on n'a pas intégré à notre processus de placement les défis mondiaux et complexes comme les changements climatiques et les préoccupations en matière de droits de la personne.

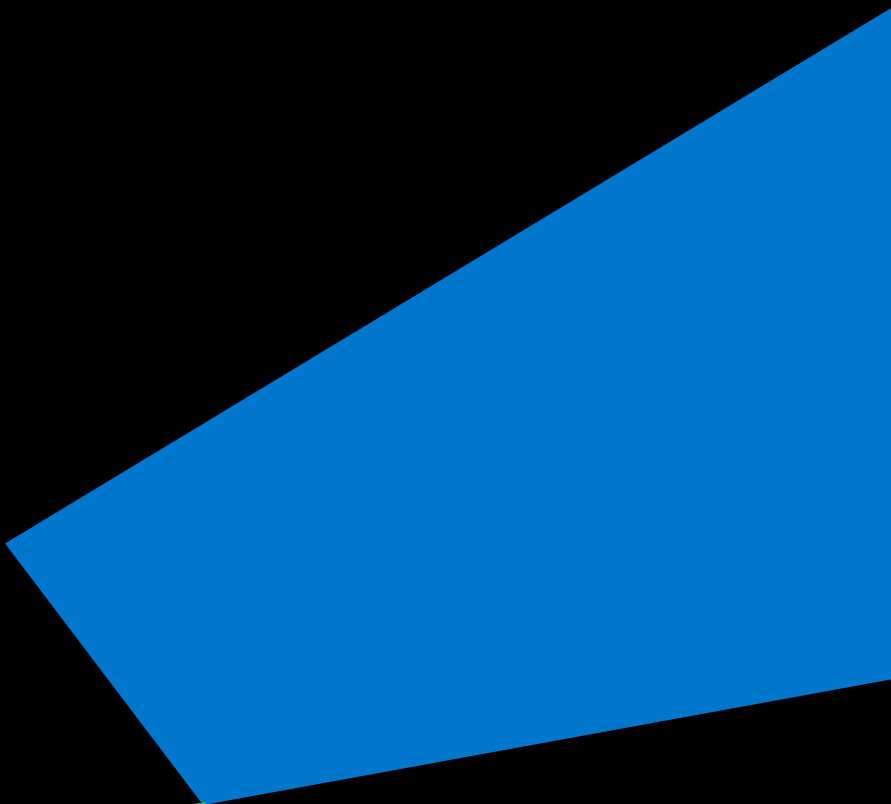
L'autre activité principale que nous menons en lien avec notre programme de gérance est la défense des politiques. Notre dialogue sur les politiques et les normes au Canada et à l'échelle mondiale nous permet de contribuer au changement dans l'ensemble du système. Que nous discutons avec des décideurs politiques, des organismes de réglementation, des organismes de normalisation ou des associations professionnelles, le temps et l'énergie que nous consacrons à ce domaine peuvent contribuer à relever la barre pour tous.

Notre Liste de sociétés prioritaires donne un aperçu de nos dialogues avec les entreprises prévus pour l'année, ainsi que les domaines de travail que nous ciblerons en matière de politiques. Bon nombre des thèmes, des sociétés et des initiatives politiques mentionnés ici sont inscrits à notre ordre du jour depuis de nombreuses années, voire des décennies. Comme toujours, nous avons hâte de poursuivre le travail que nos clients attendent de nous dans le cadre de notre engagement envers leur bien-être financier.



Table des matières

Introduction	4
Capital social	7
Capital naturel	11
Carboneutralité	14
Sociétés visées	18
Collaborations	20



Introduction

Puissiez-vous vivre une époque intéressante. L'expression est souvent utilisée dans un sens ironique pour traduire l'anxiété qu'il peut précisément y avoir à vivre à une « époque intéressante ». Et, intéressant, le contexte entourant le lancement de cette 24^e édition de notre Liste de sociétés prioritaires l'est bel et bien, c'est le moins qu'on puisse dire.

Les enjeux qui avaient émergé en 2024 s'imposent avec fracas en 2025. Le mouvement américain anti-ESG, qui avait vraiment commencé à prendre de la vigueur l'an dernier, a trouvé un nouveau souffle avec l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle administration qui en a fait une priorité : les politiques de diversité, d'équité et d'inclusion (DEI) et le climat en sont les premières victimes. Certaines entreprises ont commencé à renier leurs politiques et leurs engagements publics en matière de DEI, et des investisseurs et des banques ont renoncé à certaines collaborations sur la carboneutralité en réponse aux pressions des législateurs américains. (À noter toutefois qu'à peu près aucun n'a indiqué qu'il n'envisageait pas de continuer à travailler sur ces questions.)

L'année, qui s'est terminée sur une COP29¹ décevante, s'est caractérisée par une reprise de la croissance de la demande de combustibles fossiles et les sociétés pétrolières et gazières ont été nombreuses à revoir à la baisse leurs ambitions en matière de transition. L'administration Trump s'est à nouveau retirée de l'Accord de Paris et a mis la hache dans les mesures pro-climat de l'Inflation Reduction Act, ce qui laisse entrevoir des lendemains difficiles pour la politique climatique. Le Canada se prépare de son côté à des élections fédérales, dont les conséquences en matière de politique climatique sont plus qu'incertaines. Sans compter les feux de forêt qui ont ravagé la Californie en janvier, dont le bilan économique est pour le moment évalué entre 135 G\$ US et 160 G\$ US² et qui constituent un rappel brutal de ce qui est en jeu.

À l'ère de l'intelligence artificielle, chacun se rue pour

profiter de cette technologie dont beaucoup s'attendent à ce qu'elle change le monde tel que nous le connaissons et, au même moment, on commence à voir les divisions et la désinformation bien réelles qui peuvent découler des technologies numériques, sans parler de l'empreinte croissante des centres de données nécessaires au fonctionnement de ces technologies. N'oublions pas non plus tous les conflits en cours à travers la planète, les menaces que continue de faire peser sur les peuples autochtones une économie avide de ressources, ni toute l'incertitude économique entourant les tensions commerciales.

Tout cela est peut-être un peu trop intéressant.

La situation n'a toutefois rien de nouveau pour nous. Il a fallu des années d'efforts pour faire comprendre aux entreprises (et aux investisseurs) toute l'importance des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance, et plus longtemps encore pour les convaincre de véritablement les intégrer à leur stratégie d'affaires. Nous avons pu persévérer parce que tout cela était parfaitement sensé du point de vue commercial. Et c'est toujours le cas. Les entreprises ne peuvent pas oublier ce qui est maintenant une évidence : ces enjeux sont importants et ils ont des incidences sur les résultats. Rien de ce qui s'est passé ces derniers temps n'est de nature à invalider cette équation et nous sommes convaincus que les entreprises et les investisseurs continueront d'avancer sur ces dossiers. L'expérience le démontre, et nos échanges avec les sociétés, même avec celles des États-Unis, nous montrent qu'il y a des raisons d'être optimistes quand elles nous disent qu'elles restent engagées.

Il y a également lieu de croire que les investisseurs s'opposeront à un retour en arrière complet. En réponse aux pressions politiques anti-ESG, quelque 90 propositions d'actionnaires anti-ESG ont fait l'objet d'un vote en 2024. Le taux d'approbation moyen? Moins de 2 %³. Au moins, pour l'instant, rien n'indique que les arguments anti-ESG portent auprès des investisseurs.

¹ 29^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

² L.A. *Wildfires Among the Costliest in Recent History*, Felix Richter, Statista, 13 janvier 2025, <https://www.statista.com/chart/33752/total-costs-and-economic-losses-of-natural-disasters-in-the-us/> (en anglais).

³ *Anti-ESG proxy votes surge but they are not passing*, Robert Freedman, Legal Dive, 3 octobre 2024, <https://www.legaldive.com/news/anti-esg-proxy-votes-surge-but-do-not-pass-conference-board-welsh-SI2-harvard/728899/> (en anglais).

Il ne faut pas pour autant en conclure que certains acteurs de premier plan ne reculeront pas sur un certain nombre de grands dossiers. Il est évident que certains feront marche arrière. En ces temps incertains, nos efforts de gérance sont d'autant plus pertinents et plus importants. Nous sommes prêts, forts des gains obtenus de haute lutte depuis plus de 20 ans. Une époque intéressante, aucun doute.

Gouvernance

La performance d'une entreprise est intrinsèquement liée à sa gouvernance, au point que nous ne faisons pas de cette dernière un thème à part, dans la mesure où elle touche à la quasi-totalité des sujets dans lesquels nous nous impliquons. Notre traitement de la gouvernance s'exprime directement par notre politique de vote par procuration, puisque nous votons stratégiquement en fonction des résultats que nous cherchons à obtenir par nos efforts d'engagement. La période de vote par procuration promet d'être intéressante cette année : beaucoup de nos thèmes de prédilection feront en effet l'objet de propositions, malgré l'assaut politique contre les enjeux ESG.

Par leurs fonctions de surveillance et d'orientation de la stratégie de l'entreprise, les conseils d'administration ont toujours joué un rôle important dans certains dossiers, comme les changements climatiques ou la culture d'entreprise. Les conseils d'administration sont de plus en plus rigoureux dans la manière dont ils abordent ces questions et s'assurent d'avoir les bonnes compétences et de se former pour exercer leur surveillance efficacement. Face à l'émergence de nouveaux sujets, comme la cybersécurité et l'intelligence artificielle, ils devront continuer d'aller au-delà des risques traditionnels et se doter de nouvelles compétences pour y répondre efficacement.

Activités liées aux politiques

Dans le domaine des politiques, 2025 risque d'être une année chaotique. Les investisseurs auront probablement fort à faire pour préserver certaines avancées politiques, et ce, sur plusieurs fronts, à commencer par celui des politiques et de la réglementation climatiques.

Aux États-Unis, presque tout sera mis sur la table, de

la réglementation sur le méthane aux normes d'émissions des véhicules. Au Canada, beaucoup de choses dépendront du résultat des élections fédérales, mais il est déjà clair que les investisseurs devront manifester haut et fort leur appui aux politiques et aux règlements sur le climat, surtout face aux changements en cours au sud de la frontière. Certains règlements bénéficient d'un large soutien, à la fois des entreprises et des investisseurs, et devraient donc rester en place. Dans d'autres domaines, il y aura peut-être des occasions d'agir au niveau des États ou des provinces et de faire contrepoids à la volonté de déréglementation venue du fédéral. Les droits des investisseurs risquent par ailleurs d'être remis en cause à la Securities and Exchange Commission des États-Unis, et les investisseurs ne se laisseront certainement pas faire.

Quelques rares zones d'entente pourraient aussi se dessiner au-delà des clivages politiques et culturels. La protection des données et l'intelligence artificielle pourraient être des préoccupations communes, les pouvoirs publics s'efforçant de garantir la présence de garde-fous qui permettront de profiter des avantages possibles des technologies numériques tout en protégeant la population. Au Canada, de plus en plus de voix plaident en faveur de l'abolition des barrières commerciales interprovinciales, ce qui pourrait ouvrir la voie à une véritable stratégie nationale d'électricité qui s'appuierait sur les forces et le potentiel de production d'énergie propre de chacune des provinces.

Dans tous les cas, les investisseurs devront raffiner leurs façons de faire, s'assurer d'une meilleure compréhension et réitérer leur détermination à miser sur les politiques et les normes pour apporter des changements systémiques.

Réconciliation avec les peuples autochtones

Les entreprises doivent respecter et défendre les droits des Autochtones dans le cadre de leurs activités – ce principe est une des pierres angulaires de notre programme de gérance. La transition énergétique est un exemple parfait de l'absolue nécessité de tenir compte de toutes les complexités et de toutes les nuances des relations avec les Autochtones, en tant que détenteurs de droits.

Les projets énergétiques traditionnels, comme ceux dans le secteur pétrolier et gazier, sont souvent source de conflits avec les communautés autochtones. Cela fait longtemps que des projets sont réalisés sur des terres autochtones sans le consentement des nations concernées. En même temps, de nombreuses communautés autochtones ont noué d'importants liens économiques avec le secteur de l'énergie, et elles doivent être parties prenantes aux discussions sur l'abandon des combustibles fossiles – c'est leur droit.

De la même façon, s'il est urgent de passer à des sources d'énergie renouvelables, cela ne peut pas se faire au détriment des droits des Autochtones; beaucoup de ces projets sont situés sur des territoires traditionnels non cédés. C'est particulièrement le cas pour l'extraction des minéraux critiques, essentiels à la croissance des technologies propres. L'intérêt mondial actuel pour l'ouverture de nouvelles mines doit respecter le concept de consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause par des communautés autochtones pour garantir une transition juste.

Ce qui est clair, c'est que les communautés autochtones doivent être impliquées dès le début et avoir véritablement leur mot à dire sur l'élaboration des projets, des règlements et des normes. Nous savons que les entreprises et les investisseurs continuent de réfléchir à la meilleure façon de matérialiser la réconciliation, ce qui est à notre avis un impératif d'affaires. Les réflexions sur les droits des Autochtones s'inscrivent souvent dans le contexte de la gestion des risques, ce qui est légitime, mais elles devraient également s'inscrire dans la notion d'opportunité mutuelle. Le partage de la prospérité devrait être davantage à l'honneur cette année, et il restera au cœur de notre engagement, de nos votes par procuration et de notre travail sur les politiques.

Dans les pages suivantes, vous trouverez les principaux thèmes auxquels NEI entend s'attaquer en 2025, ainsi que les noms des 40 entreprises qui composent notre liste cette année. Nous reprenons les mêmes grands thèmes (carboneutralité, capital naturel et capital social) que l'an dernier, mais nous avons ajouté certains sous-thèmes et de nouvelles sociétés à notre liste.

Capital social

- Risques liés aux droits de la personne dans la chaîne d'approvisionnement
- Droits numériques
- Capital humain
- Rémunération équitable
- Accès équitable

Objectifs de développement durable des Nations Unies liés à ce thème



Capital naturel

- Déforestation
- Eau
- Développement de produits chimiques plus sûrs

Objectifs de développement durable des Nations Unies liés à ce thème



Carboneutralité

- Engagements en matière de carboneutralité et plans de transition juste
- Réduction des émissions de méthane
- Exploitation minière responsable
- Circularité

Objectifs de développement durable des Nations Unies liés à ce thème



Capital social

On sait d'instinct que les relations qu'une entreprise entretient avec ses parties prenantes, ce que l'on appelle son capital social, constituent l'un des risques les plus importants auxquels elle fait face. Sa réussite dépend clairement de sa capacité à attirer et à fidéliser le meilleur effectif, et à offrir un milieu de travail propice à l'innovation, qui fait de la sécurité et du bien-être des priorités. Les relations avec les communautés autochtones, les intervenants communautaires et les pouvoirs publics ont des conséquences directes et majeures sur l'acceptabilité sociale des entreprises, et l'attention croissante accordée aux risques encourus par celles-ci en matière de droits de la personne, que ce soit directement ou par l'intermédiaire de leurs chaînes d'approvisionnement, amène son lot de risques réputationnels, réglementaires et juridiques.

Nos sous-thèmes rendent compte de l'ampleur des principaux enjeux et portent sur différents sujets dont on parle beaucoup ces temps-ci, comme les craintes entourant l'intelligence artificielle, la désinformation dans le secteur des technologies ou les pressions exercées sur les entreprises pour les inciter à abolir leurs programmes de diversité. Les enjeux liés au capital social devraient particulièrement retenir l'attention cette année.

Domaines d'intérêt potentiels en matière de politiques

- Perturbations de la main-d'œuvre liées aux progrès de l'IA; retombées sur l'équilibre entre offre et demande de main-d'œuvre, sur l'emploi et sur les inégalités au Canada

- Suivi de la réglementation sur l'IA, très variable d'un pays à l'autre; suivi des changements juridiques de nature à accentuer les risques systémiques et repérage des principaux enjeux pour pouvoir plaider pour un renforcement des garde-fous.

Risques liés aux droits de la personne dans la chaîne d'approvisionnement

Objectif à long terme : les risques liés aux droits de la personne sont cernés et atténués, les violations étant corrigées tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Depuis des années, les investisseurs, la société civile et, de plus en plus, les pouvoirs publics s'intéressent aux risques liés aux droits de la personne dans les chaînes d'approvisionnement. Résultat, on a aujourd'hui une meilleure compréhension collective de ces risques, les entreprises sont plus transparentes sur leurs chaînes d'approvisionnement, le processus d'audit social a évolué et de vraies solutions sont proposées. Certaines entreprises du secteur du vêtement, en particulier, ont vu ce qu'ils pouvaient leur en coûter quand leur marque devenait synonyme de violations des droits de la personne et de mauvaises conditions de travail, mais on retrouve maintenant des risques semblables dans d'autres secteurs, dont celui de l'énergie solaire. L'intensification de la réglementation (la *Loi sur la lutte*

contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement au Canada, par exemple) a obligé les entreprises à déclarer dans quelle mesure leur chaîne d'approvisionnement était exposée à ces risques, ce qui les a, par le fait même, sensibilisées à ceux-ci.

Plus on en sait sur ces risques, plus on se rend compte des limites des méthodes utilisées jusqu'ici, qui ne permettent finalement peut-être pas de réduire les risques importants au cœur des préoccupations des investisseurs. Les audits ne sont peut-être pas aussi solides qu'on le pensait, que ce soit en raison de leur conception ou des limites imposées aux auditeurs indépendants par les pouvoirs publics locaux. On s'est rendu compte que les grands fournisseurs qui sous-traitent certains services et activités clés font parfois retomber leurs risques en matière de droits de la personne sur leurs propres fournisseurs, si bien qu'il est difficile pour les entreprises d'en faire le suivi. Malgré tous les progrès réalisés, il reste encore beaucoup à faire.

Nous continuerons de demander aux entreprises de mieux rendre compte de leur chaîne d'approvisionnement, notamment en indiquant précisément les éléments couverts par leurs programmes de vérification, en dressant la liste des problèmes relevés et en communiquant les plans d'action de conformité mis en place pour y remédier. Nous continuerons également de les encourager à améliorer leurs processus de diligence raisonnable en matière de droits de la personne de façon à pouvoir faire un suivi plus rigoureux et plus efficace de leur chaîne d'approvisionnement et à pouvoir identifier les éléments à améliorer. Nous entendons miser sur notre collaboration avec l'initiative KnowTheChain pour mieux cibler notre travail.

Droits numériques

Objectif à long terme : les entreprises ont des systèmes robustes en place pour faire respecter leurs droits numériques et atténuer les risques.

L'IA générative avait donné dans les premiers temps des outils expérimentaux de génération de texte; elle permet aujourd'hui de traiter des images, des sons et des vidéos, et de propulser des applications semi ou entièrement automatisées, à l'échelle de toute

l'entreprise. Chaque itération de la technologie libère un nouveau potentiel évolutif, mais, en même temps, la course à l'innovation est si forte que cela peut mener certaines entreprises à déployer des systèmes d'IA d'une manière qui risque de porter atteinte aux droits numériques.

Le contexte réglementaire a beaucoup changé – l'Union européenne donne la priorité à la protection numérique par l'intermédiaire de la *Loi sur l'intelligence artificielle*, qui cible les systèmes à risque élevé, et de la *Loi sur les services numériques*, qui oblige les grandes plateformes de réseaux sociaux à modérer leur contenu et à être transparentes quant à leurs algorithmes. Aux États-Unis, en revanche, c'est la déréglementation de l'IA qui prime au niveau fédéral. Face à la rapidité des progrès technologiques et au morcellement de la réglementation, les craintes entourant la protection des renseignements personnels et les risques de désinformation ne cessent de croître, et s'ajoutent désormais de nouvelles menaces, comme les risques de perturbation de la main-d'œuvre. Les entreprises qui, dans ce contexte des plus complexes, échoueront à protéger les droits numériques seront davantage à risque de non-conformité, de litiges et d'atteinte à leur réputation.

Nous continuerons à évaluer l'utilisation de l'IA dans les secteurs à risque élevé, à plaider pour la mise en place de principes et de cadres de gouvernance propices à une utilisation responsable de l'IA, à militer pour une diligence raisonnable accrue en matière de droits de la personne pour les entreprises qui se dotent de systèmes d'IA généralistes et à inciter les entreprises à faire preuve de transparence.

Capital humain

Objectif à long terme : les travailleurs sont respectés ainsi que traités et payés équitablement.

Le capital humain est peut-être l'un des enjeux les plus importants des entreprises, puisque leur rentabilité, leur durabilité et leur existence même en dépendent. Nous nous attendons en conséquence à ce qu'elles s'efforcent de recruter et de fidéliser les meilleurs talents et à ce qu'elles offrent à leurs effectifs un milieu de travail propice à l'éthique et à l'innovation. Nos efforts en faveur de milieux de travail

sûrs, diversifiés et équitables vont dans le sens de ces objectifs. Malgré un tollé croissant contre les termes « diversité, équité et inclusion », ainsi qu'une mauvaise compréhension des objectifs de ces programmes, nous continuerons à recommander aux entreprises de s'atteler à mettre en place des conditions propres à attirer les meilleurs talents, tout en veillant à la santé, à la sécurité et au bien-être de leur personnel. Les arguments en faveur de la diversité et de l'inclusion n'ont pas changé, pas plus que l'importance que nous accordons au mérite, dans la mesure où nous constatons que les deux sont intimement liés.

Bien que nous nous attendions à ce que les entreprises abandonnent le vocabulaire de la DEI au cours de la prochaine année, nous comptons nous assurer qu'elles restent fidèles à ses principes en tant qu'impératif d'affaires.

Rémunération équitable

Objectif à long terme : la rémunération des cadres est raisonnable et liée à des résultats positifs non financiers.

La rémunération équitable constitue un enjeu important pour les investisseurs, tant sur le plan macroéconomique que microéconomique; pourtant, on en parle encore relativement peu. Les rémunérations excessives peuvent entraîner tout un lot de conséquences négatives, comme des primes inefficaces, l'incitation à une prise de risque excessive, et la démotivation du personnel. La rémunération au rendement reste le maître-mot dans les comités de rémunération. Toutefois, compte tenu de l'ampleur des programmes de rémunération des cadres et de l'impact relativement négligeable sur leurs primes en cas de sous-performance, l'argument paraît de plus en plus faible. Les investisseurs devraient à notre avis se montrer beaucoup plus exigeants lorsque vient le moment d'approuver la part du capital des actionnaires allouée à la rémunération des dirigeants.

Au niveau macroéconomique, le Fonds monétaire international (FMI) observe que, si les inégalités mondiales (les inégalités entre différents pays ou régions) ont beaucoup reculé au cours des 30 dernières années, l'inégalité de revenus au sein des pays eux-mêmes a augmenté dans 90 % des économies

avancées au cours de la même période. Il souligne que l'accroissement des inégalités peut nuire à la cohésion sociale, entraîner une augmentation des clivages politiques et se traduire par un ralentissement de la croissance économique. Nous voyons d'ailleurs ces risques se concrétiser en temps réel. La rémunération des cadres n'est bien sûr pas le seul facteur en cause, mais elle ne fait rien pour aider.

Nous entendons inciter les investisseurs à rester à l'affût de la rémunération excessive et pousser les entreprises à se doter de plus de ratios de rémunération verticaux (comme le ratio entre la rémunération de la ou du chef de la direction et celle du personnel) pour trouver une façon de motiver leurs dirigeantes et dirigeants qui serve les intérêts de l'entreprise et de ses parties prenantes à long terme.

Accès équitable

Objectif à long terme : accès équitable et inclusif aux biens et aux services.

Les pressions inflationnistes et l'augmentation des inégalités de revenus accentuent le fardeau financier lié à l'accès aux soins de santé et aux médicaments essentiels, ce qui braque les projecteurs sur les pratiques pharmaceutiques des entreprises. Ce problème d'accès constitue une menace pour la santé des particuliers et engendre des risques systémiques, puisqu'il nuit à la productivité de la main-d'œuvre et au bien-être des ménages, et peut donc avoir des retombées sur l'ensemble de l'économie. Les entreprises du secteur des soins de santé doivent à la fois assurer leur rentabilité et garantir un accès équitable à leurs produits, en particulier pour les populations marginalisées et à haut risque. Si elles n'y arrivent pas, cela peut nuire à leur réputation et entraîner une intervention des autorités réglementaires (enquêtes sur les gestionnaires d'assurance médicaments, par exemple) ou des contestations judiciaires (recours collectifs pour modèles de prix discriminatoires, par exemple).

Afin que les pratiques d'entreprise s'alignent sur les objectifs d'accès équitable et pour réduire les risques, nous entendons inciter les sociétés d'assurance santé américaines à faire preuve d'une meilleure transparence quant aux traitements couverts, promouvoir l'utilisation d'indicateurs d'évolution

de la situation des patients (baisse du nombre d'hospitalisations, par exemple) et encourager les fabricants de produits pharmaceutiques desservant

des populations fortement assujetties aux maladies à se doter de stratégies de distribution équitable pour les traitements essentiels.

Tableau 1 : Capital social – sociétés prioritaires

Société	Secteur	Sous-thème	Objectif propre à une entreprise donnée	Objectif de la catégorie
Alphabet	Services de communication	Droits numériques	Améliorer la communication de renseignements sur la diligence raisonnable en matière de droits de la personne de l'entreprise en ce qui a trait au développement, au déploiement et à l'utilisation de l'IA.	Améliorer la communication d'informations
LVMH	Biens de consommation cyclique	Risques liés aux droits de la personne dans la chaîne d'approvisionnement	Améliorer la divulgation de l'information sur la chaîne d'approvisionnement, l'audit et les processus de diligence raisonnable en matière de droits de la personne.	Améliorer la communication d'informations
UnitedHealth Group	Soins de santé	Accès équitable	Améliorer la transparence en lien avec les traitements couverts.	Améliorer la communication d'informations

Il y a souvent plus d'un sous-thème et/ou objectif pour chaque entreprise; un seul sous-thème et objectif sont inclus dans ce tableau aux fins d'illustration. Les objectifs peuvent changer étant donné que les engagements évoluent au fil du temps.



Capital naturel

Le capital naturel est un actif mondial indispensable à notre économie, mais il est si omniprésent que l'on peut facilement le tenir pour acquis. Les liens (impacts et dépendances) des entreprises avec la nature sont complexes et sont à la fois synonymes de risques et d'opportunités, mais ils sont difficiles à analyser pour les investisseurs. C'est probablement le thème le moins exploité dans l'information et les outils nécessaires à la gestion efficace des risques, et, quand on parle de capital naturel, il s'agit surtout de développer une meilleure compréhension des impacts et des dépendances. Cependant, certains risques manifestement importants qui ont des stratégies d'atténuation facilement définissables figurent désormais en tête de notre liste.

Domaines d'intérêt potentiels en matière de politiques

- Soutien aux réglementations exigeant une amélioration de la communication d'informations et de la gestion, ainsi qu'une élimination progressive des produits chimiques persistants et dangereux
- Soutien à la création d'aires protégées et de conservation autochtones
- Élaboration continue de normes d'information des impacts et des dépendances, par exemple par l'intermédiaire du Groupe de travail sur la publication d'informations financières relatives à la nature (Taskforce for Nature-related Financial Disclosures ou TNFD) et du Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité

Déforestation

Objectif à long terme : éliminer la déforestation liée aux produits de base et la conversion des écosystèmes naturels.

La conversion des écosystèmes naturels en lien avec le traitement et la production de marchandises, comme l'huile de palme, le soya, le bœuf et les pâtes et papiers, peut avoir des effets majeurs sur la capacité de la nature à continuer à offrir certains avantages indispensables à l'espèce humaine et nous priver de mécanismes essentiels de réduction des gaz à effet de serre. La déforestation liée aux produits de base suppose un risque de réputation direct pour les marques qui ne veulent pas être associées à la destruction de forêts pluviales essentielles ni reconnues coupables des graves répercussions sur les droits des communautés autochtones dont les territoires traditionnels sont situés dans ces forêts. Les risques liés à la déforestation causée par l'exploitation des produits de base sont désormais connus et les entreprises déploient des trésors d'ingéniosité pour les évaluer et les atténuer.

Nous continuerons de cibler le secteur agricole et les utilisateurs des principaux produits de base; pour promouvoir l'utilisation de produits de base non issus de la déforestation et vérifiés par des experts indépendants, l'amélioration de la cartographie des chaînes d'approvisionnement et de la transparence, ainsi que la mise en place d'engagements politiques contre la déforestation. Nous continuerons de travailler en collaboration avec d'autres investisseurs membres de l'initiative Finance Sector Deforestation

Action pour combler l'écart entre les entreprises exemplaires en la matière et les autres.

Eau

Objectif à long terme : un approvisionnement durable en eau pour la société et les entreprises.

La rareté des ressources en eau est désormais une menace financière de premier plan, encore exacerbée par l'accélération de la volatilité climatique; de nombreuses entreprises technologiques mondiales exercent d'ailleurs leurs activités dans des régions aux prises avec des problèmes d'eau. Les fabricants de semi-conducteurs et les centres de données consomment d'importantes quantités d'eau et leurs activités sont de plus en plus menacées, dans la mesure où ils doivent se partager l'eau avec les municipalités dans ces régions en déficit hydrique. Les entreprises doivent aligner leur consommation sur la capacité écologique de la ressource, tout en conciliant la santé de la communauté et la prospérité économique, puisqu'une mauvaise gestion de l'eau peut entraîner une intervention des autorités de réglementation et nuire à leur acceptabilité sociale.

Notre stratégie tourne toujours essentiellement autour de la Valuing Water Finance Initiative de Ceres. Dans ce cadre, nous continuerons de diriger et de codiriger des engagements collaboratifs, et nous interviendrons auprès de nouvelles entreprises œuvrant dans les secteurs des centres de données et des semi-conducteurs. Nous travaillerons notamment à faire coïncider la croissance des entreprises avec les priorités en matière de gestion de l'eau, à évaluer les pratiques de gestion des risques d'exploitation et d'approvisionnement, et à promouvoir la protection des écosystèmes aquatiques.

Développement de produits chimiques plus sûrs

Objectif à long terme : éliminer progressivement le recours aux produits chimiques persistants et élaborer des solutions de rechange plus sûres.

Les produits chimiques sont partout dans notre économie et ils sont très utiles, par exemple pour imperméabiliser nos vêtements de pluie, maintenir la fraîcheur de nos aliments et agir comme catalyseurs dans d'importants processus industriels. Mais de nouveaux produits chimiques apparaissent sans cesse et on en sait toujours plus sur leurs conséquences sur nos écosystèmes, notre économie et notre santé.

Les plus préoccupants sont les substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées (SPFA, ou PFAS en anglais), que l'on appelle des « polluants éternels » en raison de leur persistance dans l'environnement. Les SPFA sont associées à un faible poids à la naissance chez les nourrissons, à des troubles du système immunitaire et aux cancers de la thyroïde, des reins et des testicules⁴. Fait inquiétant, des études montrent qu'on les retrouve dans presque tous les écosystèmes de la planète et dans le sang de presque chaque personne vivante aujourd'hui⁵.

Parce qu'on en sait toujours plus sur les risques liés à l'utilisation de ces produits chimiques persistants, les entreprises associées à leur production et à leur utilisation se heurtent à toujours plus de risques réputationnels et juridiques. Les compagnies d'assurance commencent à refuser de couvrir les risques liés aux SPFA, en raison de cette augmentation des risques juridiques et de l'ampleur des règlements auxquels font face de nombreux fabricants de produits chimiques. Aux États-Unis seulement, plus de 10 000 plaintes en lien avec les SPFA ont été déposées contre 418 sociétés, pour un total de 17 G\$ US de règlements négociés qui ont dans certains cas mené à des faillites⁶. Compte tenu

⁴ *Emerging chemical risks in Europe – PFAS*, Agence européenne de l'environnement, 16 décembre 2019, <https://www.eea.europa.eu/en/analysis/publications/emerging-chemical-risks-in-europe> (en anglais).

⁵ *Serum Biomarkers of Exposure to Perfluoroalkyl Substances in Relation to Serum Testosterone and Measures of Thyroid Function among Adults and Adolescents*, Lewis, Johns et Meeker, National Library of Medicine, 29 mai 2015, <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC4483690/> (en anglais).

⁶ *Why Insurers Should Develop Strategies for Estimating PFAS Loss Reserves*, Groth, Grulkowski, Anderson, Loughran et Tibbets, Carrier Management, 14 mars 2024, <https://www.carriermanagement.com/features/2024/03/14/259981.htm?bypass=6464f2ee9dc338c1c74ca7d4> (en anglais); *3M Reaches \$10.3 Billion Settlement in 'Forever Chemicals' Suits*, Lisa Friedman et Vivian Giang, The New York Times, 22 juin 2023, <https://www.nytimes.com/2023/06/22/business/3m-settlement-forever-chemicals-lawsuit.html> (en anglais); *Fire protection company Kidde-Fenwal files for bankruptcy citing PFAS lawsuits*, Dietrich Knauth, Reuters, 15 mai 2023, <https://www.reuters.com/legal/fire-protection-company-kidde-fenwal-files-bankruptcy-citing-pfas-lawsuits-2023-05-15> (en anglais).

de l'omniprésence des SPFA dans différents secteurs, il s'agit pour les investisseurs d'un risque important, qui ne cesse d'ailleurs d'augmenter.

Par notre participation à l'Investor Initiative on Hazardous Chemicals, nous encouragerons les entreprises exposées aux risques liés aux produits chimiques dangereux et persistants à prendre trois

mesures : augmenter la transparence quant à leur exposition aux produits chimiques dangereux; s'engager à éliminer progressivement les produits qui sont ou qui contiennent des produits chimiques persistants; et élaborer une stratégie pour la création et/ou l'utilisation de solutions plus sûres.

Tableau 2 : Capital naturel – sociétés prioritaires

Société	Secteur	Sous-thème	Objectif propre à une entreprise donnée	Objectif de la catégorie
Amazon	Biens de consommation cyclique	Eau	Effectuer une évaluation des risques liés à l'eau dans la chaîne d'approvisionnement.	Créer ou améliorer une politique ou une pratique
Bank of America	Services financiers	Déforestation	Fixer des engagements en matière de prêts sans lien avec la déforestation.	Créer ou améliorer une politique ou une pratique
Nutrien	Matériaux	Développement de produits chimiques plus sûrs	Améliorer la publication d'information sur l'utilisation et la gestion des produits chimiques persistants.	Améliorer la communication d'informations

Il y a souvent plus d'un sous-thème et/ou objectif pour chaque société; un seul sous-thème et objectif sont inclus dans ce tableau aux fins d'illustration. Les objectifs peuvent changer étant donné que les engagements évoluent au fil du temps.

Carboneutralité

Malgré toute l'incertitude entourant la réglementation et les efforts politiques concertés pour saper les engagements en faveur de la carboneutralité des investisseurs et des entreprises aux États-Unis, le sujet conserve toute son importance et il reste tout aussi impératif de s'y attaquer. En fait, l'incertitude actuelle ne fera qu'ajouter aux risques pesant sur les entreprises si elle les pousse à l'inaction. La science est sans équivoque et la trajectoire est claire. Les entreprises qui n'adaptent pas leur modèle d'affaires pour participer à l'effort de transition vers un avenir sobre en carbone courront davantage de risques réglementaires, verront des occasions potentielles leur échapper et s'exposent à un risque de baisse de la demande.

En 2021, dans le cadre de notre stratégie climatique, nous nous étions fixé des cibles ambitieuses pour 2025 en termes d'engagement auprès de nos entreprises les plus émettrices. Notre cadre d'alignement interne, élaboré à partir des directives du Net Zero Investment Framework, évalue les entreprises à impact élevé de notre portefeuille en fonction de leur alignement avec une trajectoire carboneutre. Pour 2025, l'objectif est que les entreprises à impact élevé responsables de 70 % des émissions financées de notre portefeuille soient alignées et s'inscrivent dans une trajectoire crédible vers la carboneutralité, ou qu'elles fassent l'objet de discussions sur les éléments à mettre en œuvre pour y arriver.

Domaines d'intérêt potentiels en matière de politiques

- Finalisation des règles de l'information fournie sur le changement climatique par l'intermédiaire des

Autorités canadiennes en valeurs mobilières

- Soutien aux règles existantes sur les émissions de méthane du secteur pétrolier et gazier
- Promotion de l'harmonisation des politiques sur les minéraux critiques avec des normes d'exploitation minière responsable qui respectent les droits des communautés autochtones

Engagements en matière de carboneutralité et plans de transition juste

Objectif à long terme : la stratégie de l'entreprise, les dépenses en immobilisations, les cibles de réduction des émissions et le rendement sont alignés sur une trajectoire de carboneutralité.

L'incertitude politique persistante entourant la réglementation sur le climat ne cesse de compliquer l'intervention auprès des secteurs à fortes émissions, comme celui de l'énergie, où les efforts de transition dépendent des différentes interprétations du moment où cette transition aura lieu. Pour que les choses avancent, il faudra trouver un équilibre délicat entre l'ambition des entreprises et le goût du risque des investisseurs, mais, compte tenu de l'augmentation des risques physiques liés aux changements climatiques, il est impératif d'y parvenir.

L'électrification d'une bonne partie de l'économie et l'augmentation potentielle du nombre de centres de

données nécessaires pour faire face au boom de l'intelligence artificielle signifient que la demande d'électricité risque d'augmenter de façon exponentielle. Si, pour y répondre, on recourt davantage aux combustibles fossiles, on risque d'anéantir toutes nos chances de parvenir à une économie sobre en carbone. Les secteurs des services publics et des technologies n'ont donc d'autre choix que de redoubler d'efforts en 2025. Nous prévoyons que les entreprises technologiques devront innover pour augmenter radicalement l'efficacité de la chaîne de valeur de l'IA, des puces jusqu'aux centres de données. Les sociétés de services publics devront pour leur part trouver le moyen de miser sur les énergies propres pour répondre à la croissance de la demande. Nous anticipons également que les entreprises responsables de la hausse de la demande du fait de leur recours toujours plus important à l'IA sont peut-être celles qui détiennent les solutions numériques qui permettront d'améliorer l'efficacité des réseaux électriques et de la consommation d'énergie.

Nous continuerons d'échanger avec les entreprises sur la nécessité de se fixer des cibles ambitieuses et des plans de transition solides, et nous veillerons à ce que leurs activités de lobbying respectent leurs engagements climatiques et que leurs plans de dépenses en immobilisations soient conformes à leurs cibles. L'année 2025 constituera un jalon important pour nos propres cibles d'engagement sur les émissions financées et nous en profiterons donc pour augmenter le nombre d'entreprises des secteurs à impact élevé auprès desquelles nous interviendrons, tout en poursuivant nos démarches auprès du secteur bancaire à propos de son rôle important dans le financement de la transition.

Réduction des émissions de méthane

Objectif à long terme : les émissions de méthane sont près de zéro, ce qui est conforme aux cibles en matière de méthane du Global Methane Pledge et du Canada.

Le débat sur la demande de combustibles fossiles à long terme continue de faire rage, mais il y a une chose sur laquelle tout le monde s'entend : il est

impératif que le secteur pétrolier et gazier réduise radicalement ses émissions de méthane. Le méthane joue un rôle disproportionné dans le réchauffement de la planète (son impact est plus de 80 fois supérieur à celui du CO₂ sur une période de 20 ans), et l'exploitation pétrolière et gazière est l'une des activités humaines qui en produit le plus. Que l'on anticipe une contraction du secteur sous l'effet de la baisse de la demande ou une augmentation du recours au gaz naturel et au gaz naturel liquide pour répondre à la hausse des besoins en énergie, la réduction du méthane constitue pour le secteur une des meilleures façons d'abaisser ses émissions de manière rentable. D'ailleurs, la viabilité du gaz naturel, notamment en tant que solution relais dans le cadre de la transition énergétique, dépendra en partie de la capacité du secteur à réduire efficacement ses émissions de méthane. Faute de ramener l'empreinte méthane à près de zéro, il deviendra difficile de défendre la poursuite du recours au gaz naturel, ce qui constitue un risque important évident pour les producteurs d'aujourd'hui.

La bonne nouvelle, c'est que le secteur a déjà beaucoup réduit ses émissions de méthane et que de nombreuses solutions sont déjà disponibles. Toutefois, la capacité du secteur pétrolier et gazier à mesurer efficacement et à déclarer ses émissions de méthane reste incertaine. Les études sur le terrain montrent systématiquement que les techniques de mesure et de déclaration traditionnelles sous-estiment sensiblement les émissions de méthane. Les technologies d'évaluation directe (utilisation de drones ou d'avions équipés de détecteurs de méthane, recours à des satellites spécialisés dans la détection du méthane) progressent rapidement. Il sera donc possible de mesurer les émissions plus précisément et ainsi d'y apporter des solutions plus efficaces. Sans mesure précise des émissions, il est impossible de savoir si les entreprises investissent dans les solutions d'atténuation les plus rentables et les plus efficaces.

Nous continuerons d'insister sur l'importance de mieux mesurer et réduire les émissions de méthane et d'encourager les entreprises à se joindre au Partenariat Pétrole et Gaz Méthane (OGMP) 2.0, initiative multipartite par laquelle les entreprises s'engagent à recourir davantage aux technologies de mesure directe et à se fixer des cibles ambitieuses.

Exploitation minière responsable

Objectif à long terme : la majorité des activités minières mondiales respecte les normes en matière d'exploitation minière responsable.

Rares sont les produits manufacturés et les éléments d'infrastructures qui ne comportent pas au moins une part de matériaux issus de l'exploitation minière. Qu'il s'agisse de l'acier et du béton qui façonnent les fondations de nos immeubles ou des métaux et minéraux qui composent nos téléphones intelligents et l'écran sur lequel vous lisez probablement ces lignes, l'exploitation minière est essentielle au monde moderne. Pour nous assurer un avenir sobre en carbone axé sur les énergies renouvelables et les véhicules électriques, nous aurons besoin d'encore plus de minéraux critiques.

Selon l'Agence internationale de l'énergie, la demande de lithium devrait être multipliée par 30 et celle de minéraux de terres rares par 10 d'ici 2030. Nous n'avons probablement jamais autant dépendu du succès de l'industrie minière. Il s'agit d'un énorme risque lié à la chaîne d'approvisionnement pour l'ensemble de l'économie, mais surtout pour les secteurs de la haute technologie et à faibles émissions de carbone qui dépendent des minéraux critiques.

Les conditions d'exploitation minière sont importantes, et même beaucoup. L'exploitation minière a souvent été associée à des conséquences environnementales parfois dramatiques, en particulier sur l'eau, ainsi qu'à des infractions aux droits de la personne et à des conflits avec les communautés autochtones, entre autres. Pour poursuivre son développement au rythme nécessaire, l'industrie minière doit s'engager à améliorer continuellement ses pratiques, faute de quoi les conflits, les retards et l'opposition à certains projets risquent de se multiplier. Il y a là un risque important, non seulement pour les sociétés minières, mais également pour les entreprises (et leurs investisseurs) qui dépendent de l'approvisionnement en minéraux stratégiques pour répondre à la hausse marquée de la demande de technologies propres.

Nous continuerons d'insister sur l'importance d'une exploitation minière responsable auprès des

entreprises minières et des utilisateurs de matériaux issus de l'exploitation minière. Nous continuerons d'inciter les entreprises à adopter la norme IRMA pour une exploitation minière responsable (Initiative for Responsible Mining Assurance), vérifiée de manière indépendante⁷. L'IRMA possède un modèle de gouvernance égalitaire, au sein duquel la société civile et les communautés concernées par l'exploitation minière ont le même pouvoir que les entreprises minières et les utilisateurs en aval.

Circularité

Objectif à long terme : les sociétés adoptent des modèles d'affaires circulaires qui éliminent les déchets et maximisent la valeur.

Une économie circulaire cherche à préserver la valeur la plus élevée de nos ressources le plus longtemps possible, en concevant des produits qui génèrent peu ou pas de déchets et en misant sur des modèles d'affaires novateurs fondés sur l'utilisation optimale, la réutilisation, la réparation, la remise en état et le recyclage des matériaux, et la régénération de la nature. Cette définition est celle de Circular Economy Leadership Canada (CELC), un groupe que NEI a contribué à fonder et avec lequel elle continue de travailler pour promouvoir le passage à une économie circulaire.

Les arguments en faveur de la circularité sont irréfutables. Les entreprises sont confrontées à des coûts (économiques, environnementaux et sociaux) toujours plus importants, que le modèle linéaire actuel ne peut que faire augmenter. Considérons la valeur intrinsèque des composantes du téléphone intelligent type. Extraction et traitement des minéraux, fabrication des différentes composantes, déplacement de tous ces éléments le long de la chaîne de valeur jusqu'au consommateur final : toute cette valeur ajoutée se perd au moment où l'appareil est jeté. Dans ce contexte de raréfaction des ressources et de hausse incessante des coûts d'élimination des matériaux, une approche linéaire des affaires se justifie de moins en moins. Si on y ajoute tout le carbone nécessaire pour fabriquer un article qui finira à la décharge, on voit bien que c'est du gaspillage et un mauvais modèle d'affaires.

⁷ Jamie Bonham, chef de la gérance de NEI, est membre du conseil d'administration de l'IRMA.

Une étude de l'Université Bocconi et de la Fondation Ellen MacArthur a conclu que, plus une entreprise était circulaire, moins elle risquait de faire défaut sur sa dette et plus les rendements corrigés du risque de son action étaient élevés⁸. Les entreprises qui intègrent des stratégies d'affaires circulaires présentent moins de risques réglementaires, leur chaîne d'approvisionnement est moins sujette aux

perturbations et elles sont moins exposées à la volatilité inhérente des prix des ressources.

Nous continuerons d'encourager les entreprises à se créer des opportunités en misant sur des modèles d'affaires plus circulaires, et à travailler avec CELC et d'autres organismes pour promouvoir davantage l'économie circulaire.

Tableau 3 : Carboneutralité – sociétés prioritaires

Société	Secteur	Sous-thème	Objectif propre à une entreprise donnée	Objectif de la catégorie
Enbridge	Énergie	Réduction des émissions de méthane	Améliorer la mesure et la surveillance des émissions de méthane.	Créer ou améliorer une politique ou une pratique
NVIDIA	Technologies de l'information	Exploitation minière responsable	Améliorer l'intégration de critères d'approvisionnement responsables.	Créer ou améliorer une politique ou une pratique
Capital Power	Services publics	Carboneutralité	Améliorer l'ambition et la mise en œuvre du plan de transition.	Créer ou améliorer une politique ou une pratique

Il y a souvent plus d'un sous-thème et/ou objectif pour chaque entreprise; un seul sous-thème et objectif sont inclus dans ce tableau aux fins d'illustration. Les objectifs peuvent changer étant donné que les engagements évoluent au fil du temps.

⁸ *The circular economy as a de-risking strategy and driver of superior risk-adjusted returns*, Fondation Ellen MacArthur en collaboration l'université Bocconi et Intesa Sanpaolo, 21 juillet 2021, <https://www.ellenmacarthurfoundation.org/the-circular-economy-as-a-de-risking-strategy-and-driver-of-superior-risk> (en anglais).

Sociétés visées

Les sociétés ci-après représentent la liste initiale de nos activités d'engagement de 2025. En règle générale, grâce à ce travail d'engagement et à nos évaluations et analyses continues des placements, nous discuterons avec d'autres sociétés sur ces questions et d'autres enjeux au fil de l'année. Les sociétés sont sélectionnées en fonction de plusieurs critères, y compris leur lien avec les thèmes relevés, notre exposition au sein de nos portefeuilles de placement et l'importance relative des risques concernés. En ce qui a trait à leur rendement non financier, les sociétés peuvent faire mieux ou moins bien que les sociétés comparables, ou encore être dans la moyenne.

Services de communication

- Alphabet
- Meta Platforms

Biens de consommation cyclique

- Amazon
- Aritzia
- LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton
- Magna International
- Walmart
- Walt Disney

Biens de consommation de base

- Les Compagnies Loblaw

Énergie

- Enbridge
- Canadian Natural Resources
- TC Énergie

Services financiers

- American Express
- Bank of America
- Banque de Montréal
- Chubb
- JPMorgan Chase
- Banque Nationale du Canada
- Banque Royale du Canada
- La Banque Toronto-Dominion
- Travelers Cos.

Soins de santé

- AbbVie
- Novo Nordisk
- UnitedHealth Group

Industrie

- Cargojet
- Mullen Group
- Siemens

Technologies de l'information

- Apple
- Microsoft
- NVIDIA
- Taiwan Semiconductor Manufacturing

Matériaux

- Air Liquide
- Nutrien
- Winpak

Immobilier

- American Tower
- Fonds de placement immobilier RioCan

Services publics

- American Waterworks
- AltaGas
- Capital Power
- NextEra Energy

Sociétés détenues par fonds

Ce tableau indique le nombre de sociétés visées que nous prévoyons mobiliser par fonds ainsi que les actifs sous gestion (ASG) attribuables à ces sociétés en date du 30 janvier 2025. Le nombre de sociétés dépasse les 40 qui figurent dans la liste à la page 18 en raison du chevauchement des placements entre fonds. Les placements peuvent changer sans préavis.

Nom du fonds	Nombre de sociétés	ASG du fonds
Fonds du marché monétaire NEI	4	74 %
Fonds d'actions à positions longues et courtes NEI	20	37 %
Fonds d'actions américaines ER NEI	12	35 %
Fonds d'actions mondiales ER NEI	13	30 %
Fonds de dividendes canadiens NEI	12	27 %
Fonds indiciel canadien amélioré ESG NEI	17	27 %
Mandat NEI actions mondiales	15	27 %
Fonds d'actions canadiennes ER NEI	9	24 %
Fonds d'actions canadiennes NEI	13	21 %
Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation ER NEI	5	20 %
Fonds leaders en environnement NEI	6	17 %
Fonds de valeur mondial NEI	4	17 %
Fonds de croissance mondiale NEI	4	17 %
Fonds d'obligations canadiennes NEI	7	15 %
Mandat NEI actions canadiennes	5	13 %
Mandat NEI revenu fixe	8	11 %
Fonds des marchés émergents NEI	1	10 %
Fonds équilibré durable mondial NEI	10	9 %
Fonds d'entreprises chefs de file mondiales NEI	3	9 %
Fonds d'actions internationales ER NEI	3	8 %
Fonds de dividendes mondial ER NEI		
Fonds d'obligations d'impact canadien NEI		
Fonds d'actions canadiennes petite capitalisation NEI		
Fonds d'infrastructure propre NEI		
Fonds d'obligations mondiales à rendement global NEI		
Fonds d'obligations d'impact mondial NEI		
Fonds d'obligations mondiales à rendement élevé NEI		
Total des ASG de NEI ciblés aux fins d'engagement		17 %

Moins de 5 % par fonds

Collaborations

NEI est un participant au sein de nombreuses organisations, l'objectif étant d'aider les sociétés à mieux gérer le risque alors qu'elles s'efforcent d'accroître et de maintenir une valeur durable. Nous participons également à des groupes de travail sur les politiques et à d'autres initiatives de collaboration connexes.

Nom du groupe (ordre alphabétique)	Rôle de NEI*	Date d'entrée
Access to Medicine Foundation	Membre investisseur; comité d'experts (2024), examinateur externe indépendant du Access to Medicine Index Report de 2024	2018
Association pour l'investissement responsable	Membre du conseil d'administration et du comité de direction; membre bienfaiteur; participant au groupe de gestion des politiques	1999
Coalition canadienne pour une bonne gouvernance	Membre du comité de l'environnement et social	2005
Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité	Membre du conseil	Création en 2023
CDP (anciennement le Carbon Disclosure Project)	Signataire; participant à la campagne sur la non-divulgateion et à la campagne Science-based targets	2006
Ceres	Investisseur participant à la Valuing Water Finance Initiative (responsable d'un engagement, coresponsable d'un autre engagement); participant au Carbon Asset Risk Working Group, au Canadian O&G Working Group, au Midstream Working Group	2008
Circular Economy Leadership Canada	Membre fondateur	2019
Climate Action 100+	Responsable et coresponsable de deux engagements, participant à d'autres	Création en 2017
Engagement climatique Canada	Participant fondateur; membre du comité technique; coresponsable ou responsable de quatre engagements; participant à cinq autres engagements	Création en 2021
Energy Futures Lab	Ambassadeur; participant au comité consultatif sur la compétitivité de l'Alberta	2019
Finance Sector Deforestation Action	Coresponsable de deux engagements, participant à d'autres engagements	2021
Groupe de travail sur la publication d'informations financières relatives à la nature	Membre du forum	2023
Initiative for Responsible Mining Assurance	Membre investisseur du conseil d'administration; membre du comité de direction	2021
Interfaith Center on Corporate Responsibility	Membre associé; participant au Methane Leadership Group, au Finance Working Group et au Health Equity Working Group	2006
International Corporate Governance Network	Coprésident du comité sur le capital humain et du comité sur les politiques mondiales	2008

Nom du groupe (ordre alphabétique)	Rôle de NEI*	Date d'entrée
Investor Alliance for Human Rights	Membre du comité consultatif, coresponsable d'un engagement sur le respect des droits numériques, participant à d'autres activités	2018
Nature Action 100	Investisseur participant	2023
Principes pour l'investissement responsable (PRI)	Sustainable Systems Investment Manager Reference Group; diverses collaborations au fil du temps (Methane Collaboration, Oil and Gas Advisory Committee, Transition Collaboration)	2006 (année de la création des PRI)
World Benchmarking Alliance	Investisseur participant à la Collective Impact Coalition for Ethical AI, responsable de deux engagements, coresponsable d'un autre	2022

* Toutes les données sont en date du 28 février 2025.



NEI

Le présent document est fourni à des fins éducatives et d'information uniquement et ne vise pas à apporter précisément, sans s'y limiter, des conseils financiers, fiscaux, de placement ou de toute autre nature. Les opinions exprimées aux présentes peuvent changer sans préavis, en fonction de l'évolution des marchés. Les renseignements contenus aux présentes sont jugés fiables, mais NEI ne garantit pas leur exhaustivité ni leur exactitude. Les opinions exprimées à l'égard, d'un titre, d'une industrie ou d'un secteur du marché en particulier ne doivent pas être interprétées comme une intention de réaliser des transactions concernant un fonds géré par Placements NEI. Les énoncés prospectifs ne constituent pas des garanties concernant des rendements futurs et les résultats réels peuvent être substantiellement différents des prévisions en raison de risques et d'incertitudes. Il faut éviter de se fier indûment aux informations prospectives.

Les placements dans les fonds communs de placement peuvent être assortis de commissions, de commissions de suivi, de frais de gestion et d'autres frais. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur fluctue fréquemment et les rendements passés peuvent ne pas se reproduire.

Placements NEI est une marque déposée de Placements NordOuest & Éthiques S.E.C. (« NEI S.E.C. »). Placements NordOuest & Éthiques inc. est le commandité de NEI S.E.C. et une filiale en propriété exclusive de Patrimoine Aviso inc. (« Aviso »). Aviso est le seul commanditaire de NEI S.E.C. Aviso est une filiale en propriété exclusive de Patrimoine Aviso S.E.C., détenue à 50 % respectivement par Desjardins Holding financier inc. et par une société en commandite qui appartient aux cinq centrales de caisses de crédit provinciales et au Groupe CUMIS limitée.

25-01-887350F